

Un anniversaire douloureux

... Noël Barré s.j., Le Mans
Prêtre-ouvrier en retraite

Cinquante ans après la sanction romaine obligeant les prêtres-ouvriers à quitter leur travail en usine et leurs engagements syndicaux, on continue à s'interroger sur les causes et le sens de ces événements.

Prêtre-ouvrier en retraite depuis 1989, Noël Barré accompagne la démarche d'un jeune ouvrier, jociste et militant syndical, qui se prépare à la prêtrise et envisage, avec le soutien de son évêque, de rester au travail pendant sa formation et au-delà.

Il nous livre ici son témoignage et son analyse.

Un ami m'a fait connaître tout récemment une lettre que Maurice Zundel écrivit en 1954 à son ami Pierre Jouguet :

« Le drame des prêtres-ouvriers m'a été et me demeure une plaie, comme les sanctions prises contre nos amis dominicains. Je crois que le motif des sanctions romaines est le suivant : certains prêtres-ouvriers ont acquis l'optique de l'abbé Pierre (...). Cette optique, la voici : il ne faut pas demander aux sans-logis s'ils croient en Dieu ou s'ils viendront aux sacrements, il faut les loger. A l'échelle prêtre-ouvrier, cela revient à dire : vivons la vie ouvrière et revendiquons la justice sociale parce que c'est juste et que le christianisme doit, au premier chef, être le champion de la justice et de la dignité humaine. Si les ouvriers après cela découvrent Dieu, l'Eglise et les sacrements, tant mieux. Mais notre action ne doit pas être un prétexte pour les endoctriner. Nous adoptons la vie ouvrière, comme l'abbé Pierre les sans-logis, sans arrière-pensée : pour réparer une formidable injustice et un monstrueux abandon de la classe ouvrière. On a estimé à Rome que cette action "purement humaine" mettait les prêtres-ouvriers en danger, aussi bien que le monde ouvrier lui-même, en effaçant la mission surnaturelle de l'Eglise et en minimisant la valeur des sacrements. Je crois que Rome ne se rend pas compte du degré

d'indifférence absolue et d'ignorance totale de millions d'ouvriers français pour qui la religion est simplement inexistante et qu'il faut apprivoiser, à travers les seules réalités qui leur sont sensibles : la solidarité et la justice.

D'un autre côté les évêques français ne semblent pas avoir pris au sérieux à temps les objections basées sur les dénonciations de France. Quand les cardinaux français sont arrivés à Rome, ils ont trouvé tout un dossier qu'ils n'étaient pas prêts à réfuter. Ils ont appris trop tard qu'on ne dit pas non à Rome et que seule une diplomatie vigilante et de longue haleine aurait pu détourner le coup. Voilà ce que je crois être vrai. Cela n'empêche pas la douleur immense de sentir tant d'amis dans la peine, tant d'amis héroïques et tout un monde ouvrier déconcerté et orphelin. »

Un drame, un scandale

A l'époque, j'étais étudiant en philosophie au scolasticat jésuite de Chantilly. J'ai cherché dans mes carnets de notes comment je prenais ce qui arrivait aux prêtres-ouvriers. Il se trouve que les premiers atteints par les sanctions romaines furent les religieux, et ceci dès 1953. Rome pensait évidemment que leur sens de l'obéissance les ferait acquiescer immédiatement à l'ordre d'abandonner leur mission. Pour

Un anniversaire douloureux

les dominicains, les capucins, les franciscains et les jésuites concernés, ce fut le drame. Et pour moi, issu d'une famille ouvrière, ce fut un certain scandale. Voici ce que j'écrivis le soir du 26 décembre 1953.

« Que faire pour travailler à l'avènement du Royaume ? Nous avons appris ce soir que les prêtres-ouvriers de la Compagnie ne devaient plus travailler en ouvriers. Pourquoi cela ? Il n'y aura plus de jésuites travaillant comme tous ceux de la classe ouvrière... Parce que de travailler huit heures par jour empêche leur vie religieuse et sacerdotale ? Pourtant en dehors de leurs huit heures de travail, combien d'ouvriers sont pères de famille, jardiniers, bricolent à la maison, etc... Et ce qu'il faut sauvegarder, est-ce bien l'essentiel de la vie religieuse ? Il me semble ce soir qu'en entrant dans la Compagnie, je me suis engagé à entrer dans des formes d'apostolat qui ne répondent pas au besoin réel des hommes. Il y a tant de choses qui me choquent dans les collèges de la Compagnie, dans certaines résidences, dans la préparation au scolasticat. Vraiment je ne sais plus voir clair et il me semble que tout dérive. » J'avais encore devant moi une dizaine d'années de formation avant de recevoir une mission personnelle. Mais dès 1955, je demandai à me préparer à la mission ouvrière. Avec les jésuites déjà engagés dans le monde ouvrier, un avenir était possible : il fallait que des prêtres puissent être vraiment ouvriers. Et les supérieurs de la Compagnie soutenaient cette recherche.

En 1964, je suivis ainsi une formation de radioélectricien et le Père Jacques Sommet, promoteur de la Mission ouvrière jésuite, négocia avec Mgr Chevalier, évêque du Mans, l'envoi de deux jésuites (Joseph Boudaud et moi) dans la mission ouvrière naissante. Il

était clair, dès le départ, que nous n'étions pas destinés aux dispositifs pastoraux ordinaires. Si bien que dès le mois d'avril 65, donc six mois avant que les Pères du Concile ne votent le décret sur le ministère et la vie des prêtres, Mgr Chevalier m'autorisa à travailler dans une usine de composants électroniques. J'étais en lien avec les prêtres, les religieuses et les laïcs partenaires de la Mission ouvrière, et je le suis toujours en 2004.

Toujours d'actualité !

Ces dernières années, les médias s'intéressent à nouveau aux prêtres-ouvriers, avec une question qui revient souvent : « Comment se fait-il que ce qui est arrivé à quelques dizaines de prêtres-ouvriers a eu un tel impact dans le monde ouvrier, pourtant peu favorable à l'Eglise, et au-delà même de la classe ouvrière, dans une population très sécularisée ? »

A l'intérieur de l'Eglise, un « recentrement » sur la liturgie et la catéchèse, et le goût des manifestations ponctuelles très médiatiques ne favorisent pas les démarches missionnaires et les engagements dans le tissu le plus ordinaire de la vie des hommes. Bien sûr, l'effort d'adaptation et de renouvellement des communautés chrétiennes s'impose comme une nécessité, mais on ne doit pas oublier que l'Eglise est dans le monde et pour le monde. Il ne suffit pas d'attendre nos contemporains sur le parvis de nos églises et à l'intérieur de nos murs ! Il faut, comme hier, aller vers eux et partager leur existence quotidienne, leurs souffrances et leurs travaux, leurs joies et leurs réussites, leurs projets et leurs perplexités. Le signe donné par les prêtres-ouvriers reste d'actualité !

église

église

Et si les prêtres-ouvriers ont eu un tel impact, c'est, je crois, parce qu'ils sont un signe fort ; un signe qui a été bien reçu, comme un espoir, par les ouvriers et par beaucoup d'autres, mais qui a été perçu comme un risque et une menace par la hiérarchie catholique. Je m'en explique en citant largement un article de Christian Alexandre,¹ philosophe qui accompagne la réflexion d'un groupe de prêtres-ouvriers. Il ne traite pas de l'histoire des PO des années 50, mais ce qu'il dit peut aider à comprendre ce qui a posé problème aux partenaires de l'époque.

« Le signe PO est plus fort que sa réalité numérique pourrait le faire croire. (...) La réalité PO séduit ou dérange beaucoup plus que n'importe quel autre groupe de pression. (...) Les PO sont signes qu'un autre type de relation est possible [entre la classe ouvrière et l'Eglise], qu'une osmose, un échange est possible, que l'on peut être à la fois des deux bords, tout en étant fidèle à l'un et à l'autre. (...) La rencontre collective de la classe ouvrière avec Jésus-Christ est certainement une attente utopique, mais l'existence des prêtres-ouvriers permet de croire possible la réalisation de cette utopie. (...) Face à des travailleurs qui se méfient sans cesse des essais de rapprochement de l'Eglise, la fidélité des PO à leur travail et à leurs organisations inscrit dans la vie un démenti et permet d'espérer des lendemains meilleurs. (...) Face à une Eglise qui croit être la source unique de vérité, les PO peuvent être signe d'une attitude tournée vers un autre que soi. (...) Tout ne change pas par magie parce que les PO existent, mais ils indiquent un changement radical. »

En 1944, le cardinal Suhard, tourmenté par le mur qui sépare les populations ouvrières de l'Eglise, libère des prêtres des obligations paroissiales et les envoie à la rencontre de ces hommes et de ces femmes qui hantent sa conscience d'évêque. Voici ce qu'il écrit aux prêtres-ouvriers capucins de Nanterre : « De cette visite, je reviens convaincu que l'Eglise a un rôle de premier plan à jouer dans les milieux que vous atteignez. Il me semble même que négliger ce rôle serait pour elle manquer à sa mission essentielle. Mais quelle coupure entre l'Eglise et ces milieux, et combien de temps ne faudra-t-il pas pour obtenir le rapprochement collectif ! Il faudra même sans doute quelques modifications du côté de l'Eglise. La grâce de Dieu aidant, rien n'est impossible. »²

Une mutation

Revenus de captivité en Allemagne ou du Service du travail obligatoire (STO), ou issus des maquis de la Résistance, les séminaristes de 1945 envisagent des déplacements importants. Les prêtres de la Mission de Paris, libérés des tâches paroissiales, n'envisagent pas immédiatement de passer au travail en usine, mais cela apparaît vite à la plupart comme une condition sine qua non. Pour rencontrer en vérité les ouvriers, pour être connus et reconnus par eux, pour être naturalisés dans ce peuple, pour « s'indigéniser » disent certains - aujourd'hui on dirait « s'inculturer » -, le passage au travail s'impose, avec ses conséquences multiples qui bousculent les manières d'être, de parler et de faire ecclésiastiques.

1 • In *Courrier PO*, janvier 2004, n° 1.

2 • In *Mémoire vivante*, supplément au *Courrier PO*, janvier 2004, n° 1, p. 14.

On ne mesure pas toujours ce que cette mutation a représenté pour ces hommes et pour tous ceux qui, tout en désirant, comme le cardinal Suhard, que quelque chose arrive, étaient plutôt sensibles aux risques de dérives de toutes sortes. La hiérarchie a craint la dérive protestante, la dérive marxiste. Les milieux patronaux ou politiques de droite furent évidemment les premiers à crier au scandale et à dénoncer à Rome ce qu'ils jugeaient inacceptable. Ils accusèrent les PO de toutes sortes de compromissions, le principal de leur tort étant de prendre parti dans les luttes qui opposaient une classe exploitée avec leurs exploités.

Pour Nathalie Viet-Depaule, historienne, « Rome a imposé une alternative inexorable aux prêtres-ouvriers embauchés en usine ou sur des chantiers en leur enjoignant, à partir du 1^{er} mars 1954, de ne travailler que trois heures par jour et de renoncer à tout engagement au sein du mouvement ouvrier. La raison doctrinale avancée pour justifier son diktat procède de l'incompatibilité entre le sacerdoce et la condition d'ouvrier : "Être prêtre et ouvrier sont deux fonctions, deux états différents, et il n'est pas possible de les unir dans la même personne sans altérer la notion du sacerdoce", déclarait le cardinal Liénart en janvier 1954, oubliant le soutien qu'il avait toujours accordé aux prêtres-ouvriers et le sentiment de "catastrophe pour l'Eglise de France" qui l'avait étreint lorsque Mgr Marella, nonce apostolique à Paris, avait annoncé leur nécessaire suppression. Le même argument est repris dans la lettre que les évêques adressent le 19 janvier 1954

à chacun de leurs prêtres-ouvriers : "Qu'ils ne s'adonnent au travail manuel que pendant un temps limité, afin que soit sauvegardée la facilité pour eux de répondre à toutes les exigences de leur état sacerdotal. »³

Il est évident que le décret de Vatican II sur le ministère et la vie des prêtres s'inscrit en faux contre cette incompatibilité qui existerait entre la condition ouvrière et le presbytérat. Il n'est pas question de s'en scandaliser car l'Eglise vit la condition historique. Les initiatives apostoliques précèdent souvent les justifications théologiques. Les prêtres-ouvriers étaient en avance ; les théologiens qui les accompagnaient dans leur réflexion furent du coup crossés. Eux aussi furent réhabilités en étant invités comme experts au Concile. Mais on peut juger sévèrement une hiérarchie qui traita si injustement ses propres enfants.

Clair-obscur

Il ne s'agit pas de simplifier l'analyse et de pointer les seules responsabilités d'une hiérarchie incapable de comprendre ce qui arrivait à ceux qu'elle avait risqués dans cette mission. Les prêtres-ouvriers, beaucoup moins naïfs qu'on a bien voulu les présenter parfois, comme pour leur trouver des circonstances atténuantes, avaient leurs limites, et tout n'a pas été fait, de part et d'autre pour assurer une information réciproque et un discernement.

Bernard Gardey a eu le courage, dès 1957, de reconnaître que les prêtres-ouvriers ne sont pas non plus indemnes de reproche : « Nous sentant mal compris, mal soutenus par la faute des différences de mentalité, de l'équivoque sur la mission, nous n'avons pas osé toujours tout dire. Et puis parfois,

3 • Intervention lors du colloque *Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1970*, L'Atelier, Paris 2001, p. 117. Voir aussi son article dans ce même numéro, pp. 9-13.

église

coincés par les obligations de l'action, nous devons marcher. (...) Nous disions la vérité, rien que la vérité, mais pas toute la vérité ! Le résultat ? Ce clair-obscur dans nos relations avec la hiérarchie nous exposait admirablement à toutes les calomnies des bonnes âmes prêtes à nous perdre. (...) Chaque événement, chaque contact accroissait les distances entre la hiérarchie et les prêtres-ouvriers. Sans mensonge pourtant, la clarté n'existait plus. Evêques et prêtres-ouvriers devenaient étrangers les uns par rapport aux autres, non seulement par les mentalités, la diversité des conceptions missionnaires et des rapports avec le monde, mais parce que la matérialité des rapports entre supérieurs et subordonnés n'existait plus. »⁴ B. Gardey reproche à la hiérarchie d'avoir laissé se développer une mission sans lever les équivoques : « La hiérarchie et les prêtres-ouvriers ne parlaient pas de la même chose quand ils évoquaient la Mission. La Mission ouvrière telle qu'elle était devenue n'a pas été voulue par la hiérarchie, mais il faut souligner très énergiquement qu'elle a été tolérée, qu'elle a été consentie par la hiérarchie pendant de longues années. Par ce fait même, la hiérarchie avait engagé sur la Mission ouvrière sa responsabilité effective. »

Dix ans plus tard, en 1965, le vote des Pères du Concile qui reconnaissait la compatibilité du ministère presbytéral avec la condition ouvrière a rouvert la porte des usines aux prêtres mais n'a pas effacé toutes les traces du traumatisme de 1954.

Un signe

La crise des vocations que connaissent nos Eglises occidentales peut servir de prétexte aux évêques d'aujourd'hui

pour dénier l'importance du ministère prêtre-ouvrier. Pourtant les prêtres-ouvriers - et d'autres, y compris des évêques - osent affirmer la pertinence de ce ministère qui « exprime de façon particulière "le ministère d'humanité" de tout baptisé. »⁵

En 2001, Francis Gayral, qui fut secrétaire de l'équipe nationale des prêtres-ouvriers, écrivait : « Comment parler de Dieu dans un monde où une multitude de gens vivent dans la pauvreté, la misère, l'exclusion, l'exploitation ? Comment témoigner du Dieu créateur et libérateur, Dieu de vie et tendresse universelle ? » A cette question, il répond : « Nos existences quelconques [de prêtres-ouvriers] posent modestement la question de la présence libératrice des chrétiens et de leurs Eglises, parmi et avec les gens ordinaires, parmi et avec les classes populaires, les populations pauvres et leurs mouvements sociaux de libération. »⁶

Notre aventure n'est pas en train de se terminer. Jésus continue à appeler des gens d'en dehors et d'en bas à se libérer en accueillant le Royaume de Dieu. Le signe utopique des prêtres-ouvriers reste à prendre au sérieux.

N. B.

4 • **André Collonge** (alias Bernard Gardey), *Le scandale du XX^e siècle et le drame des prêtres-ouvriers*, Olivier Perrin, 1957. Si l'on veut analyser les conditions difficiles du dialogue entre les prêtres-ouvriers et leurs évêques ou supérieurs religieux, la lecture de ce livre s'impose. Ce n'est pas un bilan de faillite, il s'efforce de prendre l'exacte conscience de l'expérience que les prêtres-ouvriers ont tentée et qui a été désavouée pour des raisons très mêlées par ceux dont on aurait pu attendre qu'ils la soutiennent.

5 • *La foi d'un peuple*, n° spécial, décembre 2000, p. 9.

6 • *Quand passent les prêtres-ouvriers*, SASCO, Abbaye Sainte-Scholastique, Dourgne 2001.